



Surfant sur les gilets jaunes, les lycéens appellent au blocus le 30 novembre



MANIFESTATION - La mobilisation des gilets jaunes désinhibe-t-elle toutes les revendications? Dans un communiqué transmis au HuffPost ce mercredi 21 novembre, l'Union nationale lycéenne (UNL) appelle à bloquer les établissements scolaires le vendredi 30 novembre. Objectif affiché, "faire entendre la colère générale des lycéen.ne.s". Une décision qui intervient au cinquième jour de mobilisation des opposants à la hausse des carburants. Plusieurs lycéens se sont d'ailleurs mobilisés à leurs côtés, bloquant plusieurs établissements, dans le sud de la France notamment le mardi 20 novembre.

En préambule de son communiqué, l'UNL se fonde d'ailleurs sur le contexte actuel pour justifier le blocus annoncé. "La politique ultra-libérale portée par le Président de la République E. Macron, au mépris des citoyen.ne.ns, n'a fait que précariser davantage", assène-t-elle, citant en vrac "la hausse de la CSG" ou encore "la mise en concurrence des ambulanciers". "L'augmentation des taxes carburant est la goutte d'eau qui fait déborder le vase".

Surfant sur la contestation, l'union revient sur ses traditionnels combats et exige, entre autres, l'abrogation de la loi ORE (Orientation et réussite des étudiants) -qui vise à réduire le taux d'échec en première année de fac-, la suppression de la réforme du baccalauréat -qui doit entrer en vigueur en 2021- et l'augmentation du budget alloué aux lycées. Adoptée définitivement par les parlementaires au début de l'année 2018, la loi ORE, accusée de générer une "sélection" à la fac, a déjà conduit à des manifestations et blocages des étudiants dans les universités. Les organisations lycéennes, elles, s'étaient montrées plus timides au printemps.

Une mobilisation difficile à prédire

Doit-on s'attendre à une mobilisation de la jeunesse dans les semaines à venir? Pour l'heure, aucune autre organisation de jeunesse n'a rejoint l'appel au blocus du 30 novembre. Une autre organisation lycéenne, UNL-SD appelle par contre à des assemblées générales le 28 novembre, révèle France Info. Objectif: déterminer le soutien ou non aux gilets jaunes. Elle appelle également à manifester le 29 novembre. "Le week-end, notre impact est nul, mais nous avons un point de convergence avec les gilets jaunes, c'est celui du pouvoir d'achat", a indiqué Nathan Le Potier, secrétaire général de l'UNL-SD à France Info. Outre la baisse du montant des APL, l'organisation exige "la baisse du tarif des cantines".

Également mentionnée dans l'article de France Info, la FIDL (Fédération indépendante et démocratique lycéenne) dément tout appel à organiser des assemblées générales, en vue d'un éventuel soutien aux gilets jaunes. "La FIDL se mobilise pour les droits des lycéens et s'inquiète (...) de la mise en place de la sélection à l'entrée à l'Université via Parcoursup ou de la baisse du nombre d'agents dans l'enseignement secondaire", explique-t-elle dans un communiqué transmis

au HuffPost. "La FIDL est une organisation de la société civile qui s'efforce, face aux colères(...) de construire des réponses (...) autant de choses qui demandent précisément de ne pas s'arrêter sur l'émotion du moment".

Côté étudiants, les organisations ne semblent pas favorables à l'idée de rejoindre les gilets jaunes. Ce mouvement intervient dans un contexte d'élections. Les étudiants sont appelés à voter pour leurs représentants au sein des Crous [Centre régional des œuvres universitaires et scolaires, ndlr] jusqu'au... 30 novembre.

À voir également sur Le HuffPost:

LIRE AUSSI:

- Ce que le big bang entre Macron et gilets jaunes nous réserve
- L'Émission politique: Hulot peut-il soutenir les gilets jaunes?